

UNIVERSITÉ GASTON BERGER
GROUPE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES GENRE ET SOCIÉTÉS



LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE
AU SÉNÉGAL : **LA PRÉVENTION COMME
ALTERNATIVE AUX PÉRILS DE SÉCURITÉ ET
DE JUSTICE**

Une recherche, des innovations

INTRODUCTION

De manière générale, les violences basées sur le genre (VBG) sont confinées dans la sphère privée, où, l'État et les institutions de sécurité n'interviennent que quand il s'agit de cas considérés comme des troubles à l'ordre public. La plupart des études sur les VBG portent sur la caractérisation des violences, en tenant faiblement compte des facteurs géographiques, démographiques et socio-économiques, en plus d'être essentiellement axées sur les violences domestiques, conjugales, alors que les statistiques montrent d'une prévalence très élevée de la violence à l'endroit des jeunes filles et de jeunes femmes non engagées dans des relations de couple.

Par ailleurs, en plus d'être axées sur la victimisation des femmes, la plupart des recherches sur les VBG posent rarement la problématique de la responsabilité des structures publiques notamment pour l'effectivité des lois protégeant les femmes victimes de ces pratiques. En plus, la collecte de données qui se fait essentiellement par les organisations de défense des droits des femmes, dans des approches et méthodes souvent limitées du point de vue de la rigueur scientifique, sans être ventilées selon les caractéristiques sociodémographiques y compris l'âge, le sexe, l'appartenance ethnique et la localisation géographique, demeurent un défi de taille pour le Sénégal. Ainsi, elles ne permettent ni de cerner, ni de mieux comprendre l'ampleur du phénomène, ses causes profondes et surtout les mutations et nouvelles formes de VBG. Or des données fiables sur les VBG sont cruciales pour l'élaboration et la mise en œuvre de lois, politiques, stratégies et mesures de prévention judicieuses.

Les structures non étatiques dont des organisations de la société civile mènent des actions de plaidoyer et de soutiens juridiques aux victimes de violences. Souvent ces intervenants mènent des actions sans concertation ni interactions avec les structures publiques dans la perspective d'engager les pouvoirs publics à être plus redevables et plus réactifs aux besoins des femmes victimes de violence. En outre, ces organisations de soutien aux femmes victimes de ces VBG ne disposent pas de moyens logistiques et humains pour prendre en charge les cas de violences dont elles sont saisies.

A cela, il faut ajouter la faible interaction entre les structures et acteurs étatiques et non étatiques. En effet, le cloisonnement des actions, le manque de concertation et d'harmonisation des acteurs à différents niveaux participent à une dispersion des forces, des stratégies et des moyens pour la prévention des violences et l'assistance aux victimes mais surtout « forcer » la réactivité des pouvoirs qui en dernier ressort sont responsables de la sécurité des citoyens.

Le déficit de connaissance et de données sur les violences et leurs causes profondes justifient la nécessité de mener une recherche d'envergure nationale selon les spécificités socioculturelles, religieuses, économiques, géographiques en utilisant les opportunités qu'offrent les TIC. Une telle approche a aussi bien le mérite de déterminer les causes profondes qui permettent de réfléchir et proposer des solutions durables dans le sens d'une transformation sociale que d'offrir un outil d'alerte, d'information, de veille et de suivi. Les résultats d'une telle recherche permettent de porter et de mener des actions en collaboration avec les organisations de la société civile, les acteurs à la base et les organisations de femmes mais aussi avec l'État et les institutions internationales intervenant au Sénégal. Ces changements ne pourront pour autant intervenir que s'ils sont portés par des actions qui s'inscrivent dans une perspective de reddition des comptes facilitée par l'utilisation des TIC. Pour ce faire, la recherche ne se limite pas seulement à proposer un travail holistique tel que cela a été souvent le cas mais elle prend en compte les spécificités.

POUR QUELLES **INNOVATIONS?**

POUR QUELS IMPACTS ?

SUR LES CONNAISSANCES

- A** - La recherche a confirmé l'ampleur de la violence contre les femmes aussi bien dans la sphère privée que dans la sphère publique. Cependant, elle a permis de disposer de connaissances plus fines entre autres sur les formes, les lieux de manifestation des violences, les zones les plus endémiques, les causes de ces violences. Ces connaissances devraient permettre l'élaboration de politiques, programmes et stratégies efficaces pour la prévention des VBG.
- La recherche a montré le non fonctionnement des mécanismes et l'absence de mise en œuvre des mesures de prévention contre les VBG.

RENFORCEMENT DE CAPACITÉS

- B** - Les organisations de la société civile en particulier, le CLVF notamment ont vu leurs capacités accrues par l'accès à des données probantes désagrégées et des connaissances solides pour mieux bâtir leur plaidoyer et interagir avec les pouvoirs publics pour exiger des politiques, stratégies et programmes de prévention contre les VBG.
- Dans un contexte de rareté de ressources allouées à la recherche, le projet offre à la dizaine d'étudiants et étudiantes impliqués dans ce projet une plateforme d'apprentissage théorique et pratique de la recherche

INFLUENCES SUR LES POLITIQUES